

Le cartable bien chargé de Vincent Peillon pour 2013-2014

LE MONDE | 02.09.2013 à 10h16 • Mis à jour le 02.09.2013 à 10h30 | Par Maryline Baumard

C'est l'année de tous les dangers pour le ministre de l'éducation nationale, [Vincent Peillon](#). "J'ai prévenu le président de la République que ce que j'ai fait jusqu'ici est une promenade de santé comparé aux dossiers que j'ouvre là... Un sujet comme les programmes peut [mettre les gens dans la rue](#). Or nous devons [arriver à bon port](#)", expliquait le ministre devant ses recteurs le 21 août. Le ton est donné et l'année sera délicate pour celui qui se veut fondateur de l'école de la République.

Pendant dix-huit mois, il a brossé à grands traits sa réforme, a écrit une loi d'orientation et de programmation qui enchaîne les grands principes fédérateurs. C'était l'acte I de la refondation. L'acte II consiste à [traduire](#) le langage philosophico-juridique de sa loi en un prêt-à-appliquer dans les classes. Des textes à négocier à la virgule près avec les forces syndicales.

Durant sa première année scolaire, Vincent Peillon a rebâti les grandes lignes d'une formation des enseignants, et lancé le chantier des rythmes scolaires. Le suivi de ces deux dossiers, qui ne sont ni l'un ni l'autre à bon port, aurait pu [l'occuper](#) une année encore, si l'heure n'avait sonné de [repenser](#) les zones d'éducation prioritaires (ZEP), de redéfinir le collège et le métier d'enseignant, mais aussi de réécrire les programmes. Quatre dossiers politiquement délicats.

BATAILLES HOMÉRIQUES

Une refondation digne de ce nom ne peut [faire](#) l'impasse sur une réécriture des programmes scolaires. Le socle commun de connaissances, de compétences et de [culture](#), censé [armer](#) tous les enfants du pays en fin de scolarité obligatoire (16 ans), pour se débrouiller dans nos [sociétés](#) modernes, doit être réécrit ; sans [compter](#) les autres programmes, ou infaisables ou dépassés. Le ministre doit [annoncer](#) en octobre la création de son Conseil supérieur des programmes (CSP), qui aura la lourde tâche de définir ce qu'est un [savoir](#) scolaire en 2013, à l'heure d'Internet.

Il suffit de se [souvenir](#) des batailles homériques menées par Luc Ferry lorsqu'il dirigeait l'ancêtre du CSP, entre 1994 et 2002, et voulait [modifier](#) le programme de philosophie de terminale pour [mesurer](#) combien le terrain est miné par les lobbies. Les programmes de l'enseignement obligatoire seront les premiers revus, conçus sur un cycle et non plus année par année.

"Nous travaillerons avec les enseignants et je banaliserai une demi-journée pour qu'ils puissent réfléchir, se [concerter](#) et [donner](#) leur avis", a précisé Vincent Peillon, le 29 août, montrant par là qu'il a pris la mesure de son erreur dans la conduite de la

réforme des rythmes. Faute de banalisation d'un temps scolaire, les enseignants ne se sont pas sentis écoutés. On sait la contestation qui a suivi.

QUATRE DOSSIERS IMBRIQUÉS

Pour [compliquer](#) la tâche du ministre, les quatre dossiers de l'année sont extrêmement imbriqués. Ainsi, pas de nouveau collègue, ou de nouvelle vision des ZEP sans une autre définition du métier d'enseignant. *"Dans le collège d'aujourd'hui, conçu comme un petit lycée, les enseignements ne sont plus adaptés à tous les élèves et suscitent chez certains l'hostilité, l'ennui. Il faut [changer](#) les pratiques pédagogiques en garantissant la même exigence. Des décisions seront prises dans l'année"*, expliquait le ministre dans un entretien accordé au Progrès et à l'Est républicain le 26 août.

Pour [changer](#) les pratiques, il faut redéfinir le métier d'enseignant autrement que par le décret de 1950 qui dispose qu'être prof, c'est [assurer](#) 18 heures de cours chaque semaine. M. Peillon aimerait [ajouter](#) le travail en équipe ou les rendez-vous avec les parents à cette définition qui gomme toute une partie du métier. Mais là, tous les voyants rouges s'allument. Le principal syndicat des collèges et lycées, le SNES-FSU, met en garde par la voix de son cosecrétaire général Daniel Robin, qu'*"il est difficile de négocier temps de travail et missions sans [avoir](#) un euro à [mettre](#) sur la table"*.

Les syndicats rêvent de [voir abaisser](#) à 16 heures le temps de cours pour réserver 2 heures au travail en équipe quand le scénario côté ministériel serait plutôt d'[annualiser](#) les 18 heures pour récupérer du temps de concertation sans [augmenter](#) la charge globale. Par ailleurs, des calculs circulent sur les moyens qui pourraient être récupérés si tous les enseignants assuraient effectivement leurs 18 heures ; c'est-à-dire si les décharges pour classes à examen, classes trop chargées et autres étaient supprimées...

DES ASSISES ACADÉMIQUES DÈS L'AUTOMNE

Des moyens d'enseignement récupérés qui pourraient [permettre](#) de [renforcer](#) l'encadrement dans les ZEP. Un sujet sur lequel l'impatience commence à [monter](#). Laisseé totalement en friche par la droite, ce secteur qui scolarise les 20 % d'enfants les plus défavorisés du pays, qui décroche de plus en plus par rapport aux résultats déjà bien moyens du système français, ne peut pas être plus longtemps oublié par un gouvernement socialiste. *"On me dit d'[aller](#) vite mais les difficultés à se [mettre](#) d'accord au sein du groupe de travail qui planche depuis six mois sur le sujet me montrent que ce n'est pas si simple"*, rappelait Vincent Peillon, jeudi 29 août.

Des assises académiques vont [avoir](#) lieu dès l'automne. George Pau-Langevin, qui copilote le dossier, rappelait le même jour que *"nous avons obligation de rénover les ZEP pour lesquelles nous disposons de deux diagnostics nouveaux depuis l'été et aurons à arrêter nos choix"*. Ce dossier a été qualifié de plaque tournante par les ministres parce que les choix qui seront faits là empièteront sur le modèle du nouveau collègue.

Le ministre aura-t-il le courage d'une révision de la grille horaire des élèves ? Scénario étudié dans son cabinet, qui promet le réveil des groupes de pression disciplinaires et risque de [donner](#) quelques insomnies au ministre, sauf s'il obtient le soutien des parents (qui lui a manqué lors de la réforme des rythmes).

Outre l'urgence de [moderniser](#) l'école française, Vincent Peillon a l'obligation d'[avancer](#) assez vite pour que ces débats qui concernent le cœur traditionnel de l'électorat socialiste ne viennent pas [polluer](#) la campagne des élections [municipales](#) de mars 2014, déjà assez mal engagée pour la gauche.